

Les faux humanitaires contre les peuples



La médiatisation à outrance des péripéties de l'Aquarius, le navire de la guerre anarcho-gauchiste contre l'État de droit, a confirmé la guerre des humanitaires, les activistes de SOS Méditerranée qui affrète le bateau et de Médecins sans frontières, pour la déstabilisation de l'État de droit par le « terrorisme humanitaire » contre le droit des peuples. Les activistes de la guerre humanitaire, les complices des passeurs, sont passés maîtres dans l'art d'exploiter le vieux sentiment de culpabilité chrétienne de l'Europe sociale.

Les ONG, SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, ont embarqué des centaines de migrants clandestins originaires des pays d'Afrique noire, comme le Nigeria, la Côte d'Ivoire ou la Guinée, parvenus en Libye et chargés au large des côtes de Libye grâce à des réseaux de passeurs agissant comme des

mafias.

Ces mafias ont des ramifications dans tous les pays parcourus et contrôlent les routes menant vers les pays européens. Les activistes anarcho-gauchistes de la guerre humanitaire contre le droit des peuples sont bien les complices objectifs de ces réseaux mafieux dangereux qui procèdent au trafic d'êtres humains, d'armes destinées aux djihadistes, et à l'acheminement de la drogue...

Les critiques de Viktor Orbán et de Matteo Salvini montrent combien il est difficile d'intervenir dans la guerre des humanitaires contre le droit des peuples. C'est pourquoi la guerre du « terrorisme humanitaire » contre le droit des peuples prend principalement pour cible des pays européens sans défense et rend de plus en plus indispensable la lutte idéologique contre la guerre anarcho-gauchiste des ONG contre l'État de droit.

La guerre des humanitaires, les soi-disant sauveurs des migrants originaires des pays d'Afrique noire, oppose le droit des peuples à la guerre révolutionnaire des humanitaires. Elle a provoqué la mise en danger des migrants et la pire crise humanitaire au détriment des clandestins originaires des pays d'Afrique noire.

Le niveau de violence criminelle des migrants islamisés est désormais bien connu en Europe. Et ce sont les populations civiles européennes qui sont prises pour cible par les couteaux des terroristes modérés.

Et les ONG humanitaires sont complices ! Après l'assassinat d'un employé, le comité international de la Croix rouge (CICR) a dû évacuer du Yémen une partie de son personnel. Cet assassinat faisant suite à des incidents et des menaces a contraint le CICR à transférer une partie de ses collaborateurs hors du Yémen.

L'organisation emploie près de 17 000 personnes réparties dans

plus de 80 pays dans le monde. « Il y a clairement une volonté d'instrumentaliser notre organisation sur l'échiquier du conflit », a déclaré le directeur des opérations de l'organisation, Dominik Stillhart, imputant la responsabilité des incidents à l'ensemble des acteurs sur l'échiquier yéménite. « Depuis plus de 50 ans, le CICR s'emploie au Yémen à aider les victimes des conflits armés et de la violence », a regretté le responsable d'une organisation, soi-disant des plus neutres et respectées, mais trop souvent partisane pro-migrants en Europe. Le retrait du CICR va compromettre d'autres actions entreprises par l'organisation sur tout terrain miné, à savoir la visite régulière de personnes arrêtées, la recherche de personnes portées disparues, la libération des prisonniers de guerre et la diffusion des règles du droit humanitaire international auprès des forces armées régulières et irrégulières.

Cette décision risque d'entraîner dans son sillage d'autres ONG présentes sur le terrain et de les inciter à redoubler de vigilance et à revoir leur niveau d'implication sur le terrain politique. Les organisations humanitaires au Yémen sont déjà confrontées à de nombreuses difficultés logistiques liées au transport et à l'approvisionnement, ou à l'acheminement des vivres, vêtements, bâches, médicaments et autres types de secours en raison du blocus imposé par l'Arabie Saoudite et du contrôle exercé par des forces irrégulières, les rebelles chiites du parti Ansarallah, de plusieurs portes d'accès ou barrages clés à l'intérieur du pays.

Ce retrait du CICR au Yémen pose la question cruciale de l'efficacité du droit international dans la protection des civils et des humanitaires, ainsi que ses limites à l'ère de la violence sans règles ni bornes.

Il y a dix-sept ans, Jakob Kellenberger tirait la sonnette d'alarme sur le thème de l'action humanitaire dans les conflits armés avec la mutation progressive de la nature des conflits, de plus en plus de type interne internationalisé,

par opposition aux conflits internationaux. C'est la question du rôle des acteurs non étatiques difficiles à identifier dans ces conflits. Les civils sont les véritables cibles des parties prenantes à un conflit qui, pour des raisons différentes, les terrorisent, les déportent ou les assujettissent. La population civile est utilisée comme source d'approvisionnement et comme source de recrutement de combattants.

Quant aux agents des organisations humanitaires, ils sont la cible délibérée des acteurs d'un conflit, le but étant en général de parvenir à leur retrait en tant que derniers témoins des exactions, abus et violations commis par les divers acteurs sur le terrain. Que faire face à cette spirale de violence alors que les montants déboursés par l'ONU et autres organisations ou États faillissent à enrayer l'impact des conflits sur les civils ?

(librement adapté de Slate.fr : Au Yémen, les humanitaires démunis...)

Les événements du Yémen, comme la guerre des humanitaires anarcho-gauchistes révolutionnaires soi-disant sauveurs contre les peuples, imposent de changer les règles du droit humanitaire international qui sont détournées au profit des passeurs de migrants, laissant ainsi les auteurs et leurs complices humanitaires anarcho-gauchistes révolutionnaires continuer d'agir contre l'État de droit dans l'impunité la plus totale.

En attendant le lancement d'un débat international sérieux sur l'idéologie partisane des humanitaires révolutionnaires contre l'État de droit, une vérité est indéniable : la guerre anarcho-gauchiste des activistes du terrorisme humanitaire et l'idéologie qui la sous-tend sont des plus menaçantes pour la paix civile en Europe.

Thierry Michaud-Nérard